

**REPONSE AU PROJET DE RECOMMANDATIONS SUR LES  
MODALITES DE L'ACCES AUX LIGNES A TRES HAUT DEBIT  
EN FIBRE OPTIQUE POUR CERTAINS IMMEUBLES EN  
ZONE TRES DENSE, NOTAMMENT CEUX DE MOINS DE  
DOUZE LOGEMENTS**

**6 MAI 2011**

## 1. Introduction

Le présent projet vient clore le cycle de consultations débuté en 2009 sur la mise en place du cadre réglementaire du déploiement FttH national. Il a pour objectif de compléter la décision 2009-1106 en définissant les modalités de déploiement de la fibre pour les immeubles de moins de douze logements et en créant des poches de basse densité dans lesquelles l'arrivée des réseaux FttH ne pourra se faire sans une plus grande mutualisation.

Le constat que l'Arcep avait dressé lors du questionnaire préliminaire sur les immeubles de moins de douze logements diffusé en Décembre 2010 était le suivant : les modalités de mutualisation des raccordements des immeubles de moins de douze logements dans la ZTD n'ayant pas été suffisamment définies dans la décision 2009-1106, l'hétérogénéité de situations rencontrées lors des expérimentations et le manque de consensus constaté entre les opérateurs ne permettent pas aujourd'hui de garantir que les conditions économiques de raccordement des immeubles de moins de douze logements soient effectivement raisonnables pour des opérateurs tiers.

Ce constat demeure vrai et Bouygues Telecom le partage.

Il est aujourd'hui urgent de créer des conditions plus favorables pour le déploiement des réseaux FttH et ce projet de recommandation doit y concourir en créant des réseaux plus mutualisés qui seront profitables pour l'ensemble du secteur ( opérateurs , collectivités , clients ).

L'indicateur qui nous semble pertinent de pour vérifier le degré de mutualisation est celui du nombre de point de mutualisation. Plus le réseau sera mutualisé, moins il y aura de point de mutualisation.

La décision 2009-1106 et le projet de recommandations objet de notre présente réponse ne permettent pas aujourd'hui de définir précisément le nombre de points de mutualisations qui seront déployés dans la zone très dense. Nos estimations montrent que ce nombre sera compris entre 180 000 et 340 000 PM suivants les modalités de déploiements qui seront appliquées sur les immeubles de moins de douze logements et suivant le seuil qui sera retenu pour qualifier les IRIS en poche de basse densité. Au-delà du manque de visibilité constaté , l'ordre de grandeur du nombre de point de mutualisation ne peut qu'interpeller.

Nous rappelons que sur le réseau cuivre de France Telecom , l'ensemble des foyers des 148 communes de la zone très dense sont accessibles via 300 NRA regroupant en moyenne 20.000 lignes.

Accéder à un grand nombre de lignes via un petit nombre de point d'accès a été une des clés du succès du dégroupage en France permettant aux opérateurs d'adresser directement les foyers à des coûts raisonnables. Cette limitation de points d'accès n'a pas empêché la création d'un marché innovant et concurrentiel mais l'a bien au contraire favorisée.

Reprendre cette architecture avec les avantages de la fibre optique ( moins sensible aux distances ) permettrait de reproduire ce même succès en garantissant à chaque foyer du très haut débit.

La multiplication vertigineuse du nombre de point d'accès à raccorder ne fera qu'entamer les capacités d'investissements des opérateurs et limitera naturellement le périmètre de déploiement.

Aussi, comme exprimé lors de la réponse au questionnaire du mois de Décembre , nous souhaitons que ce projet soit l'occasion de réorienter le cadre mis en place dans la zone très dense. Pour cela, il est nécessaire que les recommandations qui émergeront de ce projet aient été conçues dans un

objectif de rationalisation des coûts. Il nous semble également important de ne pas tenir compte des réalisations déjà effectuées au risque de créer une multiplicité de cas d'exceptions qui ne feront que fragiliser le futur marché du très haut débit. Nous rappelons que ces déploiements ont été majoritairement effectués en dehors de tout cadre réglementaire, qu'ils sont peu nombreux, et qu'il n'est plus raisonnable de les ménager au détriment du reste à déployer.

Enfin, nous souhaitons manifester notre crainte sur le traitement des immeubles de moins de douze logements qui resteront hors des poches de basse densité. Comme le rappelle par l'Arcep, les contraintes de déploiements sont telles qu'il n'existe pas aujourd'hui de solutions adaptées (en chambre, en façade, en armoire ou en borne) permettant de garantir à la fois un déploiement efficace, une exploitation aisée pour les réseaux GPON et PtP. Face à ce constat, l'Arcep ne donne pas de réponses claires et semble privilégier une solution multifibre avec un point de mutualisation en chambre et fibres soudées. Cette solution ne nous semble pas envisageable comme expliqué au point 5 et les autres solutions risquent de créer beaucoup de complexités et d'hétérogénéité. Aussi la seule solution envisageable nous semble être de diminuer fortement le nombre d'immeubles de moins de douze logements hors des poches de basse densité sur la base de critères explicités au point 3.

Enfin nous demandons à ce que ces immeubles de moins de douze logements hors poche de basse densité fasse l'objet de consultations séparées de la part des opérateurs d'immeubles. Bouygues Telecom étudiera les spécifications techniques qui seront proposées et s'assurera que ces spécifications permettent un raccordement effectif des points de mutualisation.

## **2. Liste des poches de basse densité et bases de données utilisées**

Il nous semble important que la liste des Iris qualifiés de poches de basse densité soit une liste unique et partagée. Cela permettra d'établir des bases saines de discussions entre tous les acteurs concernés par le déploiement FttH en ZTD.

Cette liste servira de référence et permettra de suivre les évolutions des périmètres qui seront effectuées localement en fonction des contraintes de déploiement. Elle pourrait être établie en concertation avec les opérateurs mais devra être validée et diffusée par une autorité compétente et indépendante. Aujourd'hui seule l'Arcep semble pouvoir remplir ce rôle.

[SDA]

Sur le découpage des IRIS, Bouygues Telecom est en accord pour utiliser la référence « IRIS Logement 2008 ».

De même que l'Arcep avait annexé à sa décision 2009-1106 la liste des communes appartenant à la ZTD, nous estimons souhaitable que l'Arcep annexe la liste des IRIS qui seront qualifiés de poches de basse densité au document qui précisera les recommandations sur les modalités d'accès à ces poches.

## **3. Les poches de basse densité**

Bouygues Telecom partage les recommandations proposées par l'Arcep sur la définition du critère permettant de définir les poches de basse densité, sur un seuil applicable de 60% et sur les modalités de déploiement à savoir une taille minimum de PM de 300 logements et un déploiement monofibre.

Bouygues Telecom souhaite toutefois profiter de cette réponse pour formuler quelques recommandations complémentaires permettant de donner plus de cohérence et d'intérêt économique pour un certain nombre de communes de la ZTD.

En appliquant le seuil de 60% sur l'ensemble des Iris de la ZTD, on observe qu'un certain nombre de communes de la ZTD seront majoritairement déployées en poche de basse densité ne laissant que quelques Iris déployés selon le schéma ZTD précédemment défini.

Or, comme précisé dans la recommandation, il ne paraît pas cohérent de laisser quelques Iris en ZTD au milieu d'Iris qualifiés de poche de basse densité

*« Néanmoins, il convient que la définition des critères pour caractériser les poches de basse densité ne conduise pas à créer une mosaïque avec des poches de basse densité non contigües. En effet, une telle configuration conduirait à augmenter significativement les coûts de déploiement. Par exemple, il ne serait probablement pas efficace, tant sur un plan économique que technique, de qualifier comme poche de basse densité, un IRIS situé en centre ville et entouré d'IRIS appartenant aux poches de haute densité. » Page 11*

Nous partageons cette position et nous estimons qu'il serait utile, suivant ce principe, de basculer des Iris « ZTD » en Iris « PBD » lorsque le nombre d'Iris qualifiés initialement de PBD dépasse un certain seuil, par exemple plus de 60% des Iris d'une commune qualifiés de PBD.

L'application de cette règle ne concernerait que 450 IRIS sur les 4921 IRIS de la ZTD et permettrait à quelques soixante dix communes de la ZTD d'être déployées de façon homogène et avec une mutualisation quasi identique aux communes hors ZTD.

Cette requalification des Iris pourrait être réalisée en concertation avec les acteurs concernés préalablement à la diffusion de la recommandation et être prise en compte dans la liste de référence des poches de basse densité que nous souhaitons voir annexée à la future recommandation.

Les déploiements n'ayant pas ou peu commencé sur les communes visées par cette règle, nous pensons qu'il n'y a aujourd'hui aucune contrainte bloquante à redonner plus de cohérence et de visibilité sur les déploiements à venir.

L'application de cette règle laisse cependant quelques 130000 immeubles de moins de douze logements en poche de haute densité. Nous pensons qu'il serait alors envisageable d'utiliser un troisième critère qui serait le Nb Imm de -12 ( y compris les pavillons ) / Nb d'Imm total avec un seuil à 60% également et qui permettrait de basculer ces Iris en poche de basse densité.

#### **4. Homogénéité des zones arrières et Non reprise de l'existant sur les poches de basses densités**

Bouygues Telecom est favorable à la proposition de l'Arcep conduisant à traiter de façon homogène une poche densité et permettant de ramener les logements des immeubles de plus de douze logements au niveau des points de mutualisation de 300 lignes.

Cependant un problème se pose pour les déploiements des immeubles de plus de douze logements déjà réalisés. L'Arcep précise en effet en page 7 que les recommandations formulées ne concernent

que les déploiements à venir et ne remettent pas en cause les déploiements verticaux ou horizontaux opérés depuis l'entrée en vigueur de la décision du 22 Décembre 2009.

Bouygues Telecom ne partage pas cette recommandation.

L'exemple de quelques grandes villes de province permet de se rendre compte que l'avancement actuel du déploiement ne justifie pas la non reprise de l'existant.

Sur les villes de Bordeaux, Nantes et Toulouse qui seront déployées majoritairement en poche de basse densité ( de 65 à 75% des Iris ont un seuil > 60% d'immeubles individuels) , le pourcentage d'immeubles déjà raccordés ( ou en cours de raccordement) est compris entre 1,5% et 4% . Ces chiffres incluent les déploiements effectués avant le 1<sup>er</sup> Janvier 2010 , représentant la majeure partie des déploiements, et ceux effectués après le 1<sup>er</sup> Janvier 2010.

Les opérateurs commerciaux ne pourront pas économiquement supporter le déploiement d'un réseau horizontal dédié aux raccordements des ces immeubles isolés dans les poches de basse densité.

Bouygues Telecom recommande donc que l'opérateur de l'immeuble qui se déclarera sur une zone arrière de point de mutualisation dans une poche de basse densité s'engage à déployer entre le point de mutualisation situé en pied d'immeuble et le nouveau point de mutualisation de la poche de basse densité, la capacité de fibre nécessaire permettant de raccorder tous les logements de la zone arrière en monofibre.

Ne pas reprendre l'existant dans les poches de basse densité créera également une multitude de cas particuliers difficilement gérables dans les systèmes d'informations des opérateurs et qui complexifiera les process de commandes , de livraison et d'exploitation.

## **5. Sur les Immeubles de -12 hors poches de basses densités**

Comme le stipule l'article 5 de la décision 2009-1106, l'opérateur d'immeuble doit faire droit aux demandes raisonnables des opérateurs et notamment permettre à l'opérateur commercial d'installer un dispositif de brassage au niveau du point de mutualisation ou bien de disposer d'une fibre dédiée.

Comme le précise l'Arcep dans le projet de recommandation, la décision n°2009-1106 précise également que le point de mutualisation doit se situer à l'extérieur de la propriété privée ce qui permet de mutualiser l'adduction des immeubles mais impose de trouver une solution d'hébergement qui soit raisonnablement accessible.

L'esprit de cette décision doit prévaloir et ce n'est que sous contraintes de déploiement justifiées ( règles d'urbanismes contraignantes, coût prohibitif, ... ) que d'autres schémas doivent être envisagés.

Ces schémas ne doivent pas conduire à des pratiques discriminatoires en faisant supporter des surcoûts qui seraient disproportionnés pour les opérateurs à faible part de marché.

Plaçons-nous dans le cas où un opérateur d'immeuble se devrait de choisir suite à des contraintes de déploiement de proposer soit une solution monofibre avec brassage ou bien une solution multifibre sans brassage.

Est-il alors plus raisonnable de favoriser les fibres dédiées au détriment de la fibre partagée ?

Une solution fibre dédiée sans brassage défavorise l'opérateur à faible part de marché

Une solution multifibres sans brassage génère par rapport à une solution monofibre avec brassage, un surcoût de déploiement que nous estimons à environ [SDA] euros par prise raccordable. Ce surcoût est composé pour 70% par le surcoût du quadrifibre dans la verticale et l'adduction, pour 20% par le surcoût engendré par les opérations d'épissurage réalisées sur le terrain au niveau PM et pour 10% par le surdimensionnement en part de ligne ( nécessité de réaliser un câblage dimensionné à plus de 100% de "Part de Ligne ").

Nous estimons le nombre de logements en immeubles de moins de douze logements hors poche de basse densité à 1,2 millions de logements soit un surcoût global de l'ordre de [SDA]M€.

Supposons un surcoût de [SDA] par ligne et un co-investissement à parts égales, cela se transforme en :

[SDA] par ligne raccordée pour un opérateur ayant 30% de part de marché

[SDA] par ligne raccordée pour un opérateur ayant 10% de part de marché

[SDA] par ligne raccordée pour un opérateur ayant 5% de part de marché

Il sera alors beaucoup plus difficile pour un opérateur ayant une faible part de marché de compenser ce surcoût d'investissement par des économies futures sur les coûts d'exploitation.

En supposant que l'opération de brassage au PM ait un coût de [SDA], le surcoût d'investissement sera compensé dès le deuxième brassage pour un opérateur à 30% de part de marché alors que l'opérateur ayant une part de marché de 5% devra attendre plusieurs opérations sur cette ligne pour y trouver un avantage.

De plus, une solution fibre dédiée sans brassage ne permet plus la location de ligne au point de mutualisation, les 4 fibres étant soudées. Ce qui est là encore défavorable pour les opérateurs à faible part de marché et limite le nombre d'opérateurs commerciaux.

Ces deux constats prouvent que la solution d'un point de mutualisation déployé en multi-fibres et sans possibilité de brassage crée un surcoût important pour les opérateurs à faible part de marché, surcoût qui vient s'ajouter au déséquilibre déjà constaté du partage égalitaire des investissements en ZTD

Bouygues Telecom est donc fortement opposé à ce schéma et souhaite qu'il soit appliqué dans des cas d'exceptions.

Une solution en borne de capacité réduite ( 48 logements par exemple ) avec fonction de brassage nous semble être le bon compromis lorsque les contraintes d'urbanismes et de voiries le permettent. Pour que cette solution soit viable, il est nécessaire que le volume requis soit le plus faible possible. Un déploiement monofibre nous semble alors plus adapté. Nous rappelons cependant notre souhait de voir limiter au maximum ce nombre de point de mutualisation qui resteront problématiques.